«Je n'ai connu que sa nature d'obsédé sexuel»

ENQUÊTE

Dans une lettre dont «Libération» a eu connaissance, E. de C. a dénoncé en mars 2019 à la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise les violences que le religieux lui avait imposées une trentaine d'années auparavant, alors qu'elle dépendait de lui financièrement et était en grande détresse.

Par BERNADETTE SAUVAGET

epuis une poignée de semaines, l'air, pour Marie (1), s'est allégé de lourds secrets. «Enfin ça sort! Une pensée pour ma mère qui a fait remonter les faits à la Ciase (Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise, ndlr] avant de décéder. Ma sœur et moi avons témoigné pour elle. Sans nouvelle depuis, c'est une libération que de voir cet article», s'exclamait la trentenaire, le 17 juillet, sur les réseaux sociaux, à l'annonce du communiqué du mouvement Emmaüs qui révélait ce jour-là les accusations de violences sexuelles portées par sept femmes contre son prestigieux fondateur, l'abbé Dierre

l'abbé Pierre.
Les heures et les jours qui ont suivi, Marie a continué à laisser des traces. Comme une urgence à participer à la libération collective de la parole, à se détacher des liens du silence, à dessiner aussi les pistes qui permettraient de remonter jusqu'à elle. «Ma mère a écrit une lettre de sa main. Envoyée par la poste», précisait-elle une fois encore dans des échanges publics, comme pour signifier que le témoignage livré en 2019 à la Ciase ne devait pas tomber dans l'oubli. Avec des mots précis directs, E. de C., la mère de Marie, y décrivait comment l'abbé Pierre, qui l'aidait matériellement, avait fait d'elle, en 1989-1990, son objet sexuel

«ANNÉES DE SILENCE»

«Cette histoire, c'est l'héritage de ma famille», nous dit sa fille, après avoir accepté de nous rencontrer. Pour le rendez-vous, Marie a choisi le bar climatisé d'un grand hôtel, à proximité de la gare de la Part-Dieu à Lyon. La jeune femme arrive, vêtue d'une robe d'été verte, assortie à ses yeux. Ses longs cheveux enroulés descendent sur son épaule. Brillante, issue d'un milieu aristocratique, Marie manie élégamment les mots. Pendant plus de cinq ans, les turpitudes de l'abbé ont encombré sa vie. «A Paris, J'ai vu, il ya quelques mois, son immense portrait dans les transports en commune, évoque-t-elle, la photo illustrant un appel aux dons pour l'une des organisations de la mouvance d'Emmais. Cela má domé immédiatement des haut-le-cœur.» Dans une tribune publiée dans le Monde le 20 juillet, quatre historiens qui ont mené les recherches pour la Ciase évoquaient, en quelques lignes, le témoignage de la mère de Marie.

Ia fallu le décès d'E. de C., en juin 2019 pour que la trentenaire devienne, à son corps dé-

fendant, la légataire des secrets indécents et incandescents d'Henri Grouès (le nom à l'état civil du religieux), des blessures irréparables infligées à celle qui lui a donné la vie en 1994. Comme si le malheur se multipliait à chaque génération, le récit que fait Marie de cette dé-couverte s'entrecroise avec celui de ses propres douleurs d'enfant placée, d'enfant agres-sée sexuellement par son père, condamné, en 2001, à cinq ans de prison avec sursis. «Après la mort de ma mère, j'ai rangé rapide-ment son appartement. Je devais repartir en Grande-Bretagne où je vivais à cette époque», raconte Marie. Dans les papiers maternels, la jeune femme découvre une lettre signée par Jean-Marc Sauvé, l'ancien vice-président du Conseil d'Etat à qui l'Eglise catholique a confié la responsabilité de la Ciase, chargée d'en-quêter sur les violences sexuelles commises sur les mineurs au sein de l'institution depuis les années 50 jusqu'en 2020. Datée du 25 mars 2019, la missive accuse réception de celle écrite, cinq jours plus tôt, par la mère de Marie. «Les faits que vous révélez sont graves et ils justifient pleinement d'être pris en compte dans les travaux de notre commission», écrit Jean-Marc Sauvé, sans mentionner le nom de l'abbé Pierre. Il propose que sa commission,



L'abbé Pierre à l'abbaye Saint-Wandrille,

qui a commencé ses travaux trois mois plus tôt, recueille, en respectant l'anonymat, le témoignage d'E. de C.

Le magistrat Antoine Garapon, membre de la commission, prend le relais. Dans une lei tre non datée, il écrit à la mère de Marie que son témoignage mérite «une attention spéciale» mais qu'il n'a pas pu la joindre. Garapon propose qu'elle-même le contacte. La rencontre n'aura jamais lieu. Trois mois après avoir envoyé le courrier où elle dénonce les violences sexuelles qu'elle aurait subies de la part de l'abbé Pierre, E. de C. est morte, à l'âge de 64 ans. «Cétait au moment de la canicule et elle avait arrêté ses traitements psychiatriques», explique Marie, regrettant aujourd'hui de ne pas avoir demandé d'autopsie pour connaître les circonstances précises du décès. Depuis plusieurs années, E. de C., brisée par les douleurs à répétition que la vie lui avait infligées, était, d'après sa fille, fragile. Et s'était murée socialement. «C'est un miracle qu'elle ne se soit pas suicidée», lâche-t-elle.



en 1987. PHOTO MYCHELE DANIAU. AFF

«Je tiens à dénoncer les abus sexuels que j'ai subis en 1989-1990, de la part de l'abbé Pierre aujourd'hui décédé.»

Extrait de la lettre d'E. de C. envoyée à la Ciase en 2019

Quand elles découvrent cette correspondance, les deux filles d'E. de C. ne savent pas que le prédateur désigné est l'abbé Pierre. «Ma mère avait été très marquée par le documentaire diffusé sur Arte concernant les violences sexuelles subies par les religieuses, raconte Marie. Nous en avions parlé ensemble au téléphone. Ce nétait pas dans ses habitudes d'aborder ces questions.» Le documentaire d'Eric Quintin et Marie-Pierre Raimbault Religieuses abusées: l'autre scandale de l'Eglise, sorti en 2019, a fait date. «Il a libéré la parole de très nombreuses

femmes qui ont été agressées par des religieux et des prêtres», relève l'essayiste et lanceuse d'alerte Natalia Trouiller. E. de C. a écrit sa lettre-témoignage quinze jours après la diffusion du documentaire. Selon Marie, les mots comptaient pour elle: «Ma mère écrivait de la poése. Elle avait même publié deux recueils, à compte d'auteur.»

Après sa découverte, Marie téléphone à la Ciase, demande à avoir connaissance de ce qu'a révélé sa mère. Elle voudrait aussi disposer d'une copie du courrier; ce qui ne sera pas possible. Un rendez-vous est organisé à Paris. Elle et sa sœur sont reçues quelques mois plus tard par Antoine Garapon, qui leur lit la lettre. «Je tiens après tant d'années de silence à dénoncer les abus sexuels que j'ai subis en 1989-1990, de la part de l'abbé Pierre aujourd'hui décédé», écrit E. de C. D'après ce qui aété authentifié par ses filles, la jeune femme qui vivait au Canada venait de quitter son mari, subissant des violences conjugales. Elle avait regagné la France mais était rejetée par sa famille, à cause de son divorce.

«CONFIANCE TRAHIE»

E. de C. connaissait déjà, selon Marie, l'abbé Pierre, montrant des photos de sa mère et du prêtre. Elle avait sans doute correspondu avec lui quand elle menait activement des recherches sur son grand-oncle, le jésuite Pierre Chaillet, une des grandes figures de la résistance catholique pendant la Seconde Guerre mondiale, fondateur des Cahiers du Ténoigage chrètien que l'abbé avait distribué clandestinement à Grenoble. En 1989, E. de C. se rend en Normandie pour rencontrer le fondateur d'Emmadis et lui demander un logement. D'après son témoignage à la Ciase, le religieux l'installe à l'hôtellerie de l'abbaye bénédictine Saint-Wandrille (Seine-Maritime) où il vit une partie de l'année.

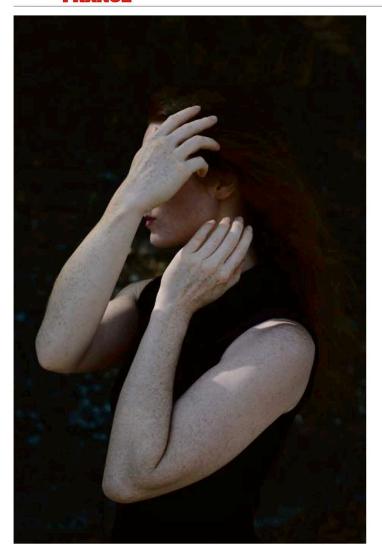
«Il paie la pension de mon fils aux Petits Chanteurs à la croix de bois [une école de chant], écrit-elle. [...] l'étais entièrement dépendante de lui financièrement et en très grande détresse [...], l'abbé Pierre me disait qu'il voulait me rendre heureuse et remplacer le mari que je n'avais plus. Il est passé rapidement de l'aide charitable à des faits d'abus sexuels. Il m'emmenait dans un appartement parisien dont il avait la clé pour passer des nuits avec lui.» A l'époque, l'abbé Pierre est âgé de 77 ans; la mère de Marie en a 34. Elle évoque «des masturbations devant elle», des «fellations» qu'il lui impose.

Le fondateur d'Emmaüs, selon son témoignage, lui aurait aussi demandé de le «fouetre ravec sa ceinture» et aurait proposé qu'une deuxième jeune femme les rejoigne pour qu'il puisse assister à des ébats lesbiens. E. de C. évoque sa «grande honte», «la conflance trahie» dans l'Eglise catholique, affirme qu'il y a eu d'autres victimes dont le religieux se serait vanté devant elle. «Je suis choquée, écritelle, que l'abbé Pierre passe pour un saint alors que je n'ai connu que sa nature d'obsédé sexuel.»

Selon des sources proches du dossier, la Ciase

Selon des sources proches du dossier, la Clase a pris, à la réception du courrier, des précautions pour accréditer ce témoignage. Celui-ci pourrait, à ce stade, constituer un tournant dans l'affaire de l'abbé Pierre, au regard de la gravité des faits et de ce qui apparaît comme le dévoilement de la face crue et sordide du religieux, n'hésitant pas à profiter sexuellement de femmes en détresse matérielle. L'un des historiens spécialistes du fondateur d'Emmaüs confirme à Libé que le prêtre avait effectivement une obsession pour le lesbianisme, un détail très peu connu de sa biographie. Sa bibliothèque personnelle, d'après cet expert, comportait une poignée d'ouvrages sur l'homosexualité féminine et des revues. Pendant le rendez-vous avec Antoine Garapon, un appel télé—Suite page 12





Suite de la page 11 phonique au frère de Marie a permis de confirmer, selon cette der-nière, les dates et les lieux. De retour sur la scène médiatique au début des années 80, l'abbé Pierre résidait à mi-temps à l'abbaye Saint-Wandrille, de 1983 à 1991, d'après ses biographes. A Libération, le père abbé Jean-Charles Nault explique, par mail, que le religieux «avait demandé à l'un de [ses] prédéces-seurs, Dom Antoine Levasseur, d'être accueilli à proximité de l'abbaye». Pour des raisons spirituelles, il cherchait, selon l'abbé de Saint-Wandrille, à être proche d'«une communauté priante». «La personne qui accuse l'abbé Pierre semble totalement inconnue de nousmême, j'ignore même son identité exacte», ajoute Jean-Charles Nault.

SITUATION PSYCHOLOGIQUE

Les séjours dans ce lieu de retraite n'empê chaient pas le fondateur d'Emmaüs de recevoir de nombreuses visites, y compris d'hôtes prestigieux tel que le président de la République François Mitterrand, venu en hélicoptère le 11 mai 1991 déjeuner en tête à tête avec lui. Selon des informations concordantes de *Li*- bération, le religieux, souffrant d'après un diagnostic médical de troubles bipolaires, au-rait été suivi, dans les années 80, au service de psychiatrie du professeur Daniel Widlö-cher, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Malgré des demandes répétées aux instances de l'Eglise catholique, la directrice de la com-munication de la Conférence des évêques de France étant, d'après un mail, en vacances à l'étranger, il n'a pas été possible d'établir s'il y avait à ce moment-là un dispositif autour de l'abbé Pierre pour faire face à cette situation psychologique qui aurait pu nuire à sa

Dès le 17 juillet, Marie publie une story sur Instagram où elle évoque brièvement le parcours de sa mère et la lettre transmise à la Ciase. Alertée, Caroline De Haas, la direc-trice du cabinet Egaé qui a rédigé le rapport collectant les témoignages des premières femmes accusant l'abbé Pierre, prend contact dans la soirée. Cinq jours plus tard, Marie livrait, en visio, son témoignage au cabinet

(1) A sa demande, le prénom a été changé

Les failles d'une surveillance rapprochée

Dans les années 50 et 60, l'institution catholique a mis en place un dispositif de contrôle du prêtre, déjà soupçonné de violences sexuelles. Des doutes subsistent sur la pérennité de ce système dans les décennies qui ont suivi.

omment une femme de 34 ans est-elle tombée, à la fin des années 80, dans les griffes de l'abbé Pierre qui a mené une double vie et se trouve aujourd'hui accusé post mortem de violences sexuelles? Car la hiérarchie catholique et ses proches collaborateurs à Emmaüs ont été mis au courant de la conduite problématique du religieux avec les femmes dès les années 50. Notamment à la suite d'un voyage désastreux aux Etats-Unis, raconté par le philoso-phe Jacques Maritain dans des carnets inédits. En 1958, l'abbé Pierre est également interné de longs mois dans une clinique psychiatrique en Suisse. Et progressivement écarté de la direction d'Emmaüs.

Dans une lettre datée du 27 juin 1958, que *Libération* a consultée et citée également par le Monde, le cardinal archevêque de Paris Maurice Feltin répond au ministre des Anciens Combattants Edmond Michelet pour expliquer qu'il n'est pas opportun d'attribuer une nouvelle décoration à l'abbé Pierre alors qu'il est envisagé de le promouvoir officier de la Légion d'honneur. «L'intéressé est un grand malade, écrit Feltin. Il semble préfé-rable, actuellement, de faire silence sur lui», ajoute le prélat qui précise s'adresser «très confidentiellement» au ministre.

Marie.

à Lyon lundi.

Sa mère

a dénoncé

violences

sexuelles

imposées par l'abbé

Pierre.

JULIETTE

TREILLET

Chaperons. Dans ces années-là. l'Eglise catholique met en place un dispositif très strict de surveillance de l'abbé Pierre, accompagné de deux «socius», sortes de conseillers spirituels qui font aussi office de chaperons, et une surveillance de son agenda par Mgr Julien Gouet, personnage central et secrétaire de l'Assemblée des cardinaux et archevêgues (ACA). Le prélat l'autorise ou non à assister à telle ou telle manifestation, d'honorer ou non telle invitation. Selon les historiens, les dossiers des prêtres français les plus problématiques remontaient directement à Gouet. Comme l'abbé Pierre, ancien résistant et ancien député, le prélat est bien introduit politiquement. Le secrétaire de l'ACA appartient aussi à cette épo que au réseau qui protège l'ex-milicien vichyste Paul Touvier, condamné à mort pour ses crimes lors de la Seconde Guerre mondiale, et intrigue pour obtenir sa grâce.

La surveillance très stricte de l'abbé Pierre, mise en place à la fin des années 50 et qui s'est étendue dans les années 60, a-t-elle perduré? La hiérarchie catholique demeure, pour le moment, silencieuse sur ce point capital. En tous les cas, au début des années 70, l'Eglise catholique tra-verse une crise majeure, celle du départ massif des prêtres et des reli-gieux qui quittent leur ministère pour se marier et fonder une famille. «La question des prêtres déviants devient secondaire», soulignent des spécialistes. Le dossier des prédateurs sexuels passe au second plan.

Mythe. Après une éclipse d'une quinzaine d'années, le fondateur d'Emmaüs revient, lui, sur le devant de la scène au début des années 80, moment où émerge la question des nouvelles pauvretés. En 1986, il ren-contre Coluche, qui a créé les Restos du cœur. La notoriété de l'abbé Pierre atteint des sommets, un my the se construit. A la même période, le fondateur d'Emmaüs va séjourner à mi-temps, selon ses biographes, à l'abbaye Saint-Wandrille (Seine-Maritime), la Normandie étant un lieu de villégiature qu'il apprécie. Ces années-là voient surtout la disparition de Lucie Coutaz, cofondatrice d'Emmaüs, membre de son réseau de résistance et sa secrétaire particulière depuis l'après-guerre. Cette femme à poigne appartenait au cercle rapproché de l'abbé Pierre, au courant depuis de longues années de sa conduite déviante. Coutaz était de ceux qui veillaient strictement sur la vie privée du prêtre. Elle l'accompagnait systématiquement lors de ses séjours à Esteville, une propriété située à une quarantaine de kilomètres de Saint-Wandrille, léguée à Emmaüs et dont l'abbé Pierre avait fait, d'une certaine manière, sa résidence secondaire.

Est-ce la disparition de Lucie Cou-taz qui a précipité l'installation à l'abbaye, connue pour accueillir des prêtres sanctionnés par l'Eglise catholique? Est-ce une demande de la hiérarchie catholique, soucieus d'éviter le scandale et qui aurait tenté de contrôler une nouvelle fois la vie du prêtre? Ou bien le religieux a-t-il été laissé à ses choix et à ses dérives, lui qui fut à nouveau soigné en psychiatrie dans les années 80. selon nos informations, à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière? Exarchevêque de Lille, M^{gr} Gérard De-fois a occupé les fonctions centrales de secrétaire général de l'épiscopat de 1977 à 1983. «Je n'ai pas eu connaissance d'affaires concernant l'abbé Pierre ni à gérer quoi que ce soit», soutient-il, contacté par Libé, Interrogé, le diocèse de Grenoble, dont le religieux dépendait directement, n'a pas donné suite.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections Contactez-nous 07 69 90 54 24 **MATÉRIEL AUDIO**

Platines – Hi-Fi – Amplis – Cellules – DJ – Jeux Vidéos – Consoles Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT **EN ARTS ASIATIQUES**



Achète comptant porcelaines, statues, vases, bouddhas,

mobiliers, laques, paravents.... Décorations asiatiques : corail, jade....

MAISON ALEXANDRA 06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures



est habilité pour toutes vos A

sur les départements 75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales

Vous voulez passer une annonce dans

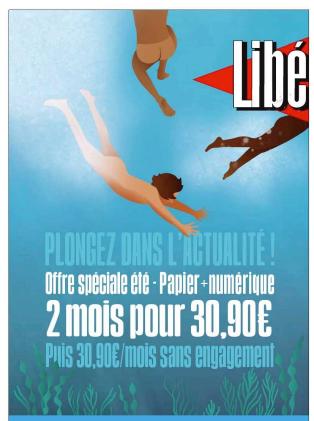


Vous avez accès à internet?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

http://petites-anne liberation.fr





A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Gedex. Offre réservée aux particuliers

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération

et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom
Prénom
N° Rue
Code postal Ville Ville
Numéro de téléphone
E-mail
Date de début souhaitée de l'abonnement *
Règlement par carte bancaire
Expire le mois année
Règlement par prélèvement SEPA. Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois (au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30.90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque, Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment
IBAN
BIC Signature obligatoire :

varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. مدسد possible de la date souhaitée. (ما من عالية المراكز ا